



Défense et souveraineté

Le retour d'une logique industrielle de long terme

La montée des tensions géopolitiques et les nouveaux enjeux de souveraineté replacent la réindustrialisation et les technologies critiques au cœur des priorités européennes. Dans ce contexte, le capital-investissement apparaît comme un outil particulièrement adapté pour accompagner durablement le renforcement des capacités industrielles stratégiques.

Le retour des enjeux de souveraineté

Pendant plusieurs décennies, la mondialisation a favorisé une logique d'optimisation des chaînes de production, d'externalisation industrielle et de spécialisation géographique. Les crises récentes ont toutefois révélé les fragilités de cette organisation économique mondiale. Pandémie, guerre en Ukraine, tensions croissantes au Moyen-Orient ou compétition technologique entre grandes puissances ont progressivement replacé les enjeux de souveraineté au centre des politiques publiques des pays européens. Cette évolution ne concerne plus uniquement les secteurs traditionnels de la défense. Elle s'étend désormais à de nombreux domaines considérés comme stratégiques : cybersécurité, intelligence artificielle, spatial, électronique, énergétique ou encore infrastructures critiques. Dans ce nouveau contexte, les États européens cherchent à renforcer leurs capacités industrielles et technologiques afin de réduire certaines dépendances devenues critiques. Cette dynamique ouvre un nouveau cycle d'investissement de long terme dans des secteurs historiquement sous-financés.

Le capital-investissement comme outil de résilience industrielle

Le capital-investissement occupe une place particulière dans cette transformation. Contrairement aux marchés cotés, souvent soumis à des logiques de performance de court terme et à une forte vo-

latilité, le private equity permet un accompagnement patient des entreprises sur plusieurs années. Cette temporalité longue apparaît particulièrement adaptée aux enjeux industriels et stratégiques actuels. Le financement des PME et ETI joue un rôle central dans cette dynamique. En France comme en Europe, de nombreuses entreprises stratégiques demeurent encore insuffisamment soutenues et accompagnées financièrement alors même qu'elles disposent d'un savoir-faire technologique reconnu. Le rôle des investisseurs privés consiste donc non seulement à financer leur croissance, mais également à accompagner leur structuration, leur montée en puissance industrielle et leur consolidation. Cette logique apparaît particulièrement importante dans les secteurs liés à la défense et aux technologies critiques, où la France et l'Europe doivent aujourd'hui renforcer leurs capacités de production et faire émerger des acteurs stratégiques plus robustes. Les États et les institutions financières identifient désormais plus clairement le capital-investissement comme un vecteur efficace de renforcement des tissus économiques nationaux et régionaux, dans une logique de résilience accrue.

Réindustrialisation et technologies critiques de la souveraineté : un enjeu français et européen

La question n'est plus uniquement technologique ; elle devient désormais industrielle. L'Europe dispose de compétences reconnues



dans de nombreux domaines stratégiques, mais elle souffre parfois d'un déficit de capacités productives, de fragmentation industrielle ou de sous-investissement historique. L'enjeu des prochaines années sera donc double : soutenir l'innovation et les technologies de rupture, tout en renforçant les capacités industrielles permettant leur déploiement à grande échelle. Les besoins concernent aussi bien les infrastructures industrielles que les technologies duales susceptibles de répondre à des usages civils et militaires : drones, intelligence artificielle, cybersécurité, spatial, quantique, électronique ou fabrication additive. Dans ce contexte, les investisseurs institutionnels pourraient être amenés à jouer un rôle croissant dans le financement de cette nouvelle phase de réindustrialisation.

Des logiques d'investissement spécifiques

Les secteurs liés à la défense et à la souveraineté présentent plusieurs spécificités pour les investisseurs. Ils reposent souvent sur des cycles longs, stables et relativement prévisibles, soutenus par des budgets étatiques et des besoins stratégiques durables. Cette visibilité peut constituer un facteur de stabilité appréciable dans un environnement économique de plus en plus volatil. Ces investissements nécessitent néanmoins une expertise sectorielle approfondie. Les dépendances aux calendriers de la commande publique, les contraintes réglementaires, les enjeux stratégiques ou encore les questions liées à la finance durable imposent une analyse particulièrement rigoureuse. L'investissement dans la défense exige ainsi une compréhension stratégique de long terme ainsi qu'une capacité à évaluer le caractère réellement critique des actifs financés. Une évolution des pratiques ESG conduit également à faire évoluer les approches tradition-

nelles du secteur. La souveraineté industrielle, la résilience des infrastructures critiques ou encore la sécurité technologique tendent progressivement à être intégrées dans une vision plus large de la responsabilité durable des investisseurs.

Une convergence croissante entre capitaux privés et priorités publiques

Les initiatives européennes récentes en matière de réarmement, de souveraineté industrielle et de financement stratégique traduisent une évolution importante des priorités économiques du continent. Elles apportent une visibilité nouvelle et renforcent progressivement la mobilisation du capital privé autour des enjeux de défense, de sécurité et de technologies critiques. La réussite de cette transformation reposera largement sur une convergence effective entre volonté publique et acteurs financiers privés afin de structurer durablement les chaînes de valeur stratégiques françaises et européennes. Le capital-investissement dispose, dans ce cadre, de plusieurs atouts : proximité avec les entreprises, capacité d'accompagnement stratégique, flexibilité des financements et horizon d'investissement compatible avec les enjeux industriels. Au-delà des dynamiques de marché, cette évolution traduit surtout le retour d'une logique industrielle de long terme, dans laquelle les investisseurs privés sont appelés à jouer un rôle croissant au service de notre souveraineté économique. ■

idiCo Forteresse I

idiCo a lancé idiCo Forteresse I, un fonds de dette privée junior dédié aux enjeux de défense et de souveraineté. Le véhicule vise à accompagner des PME et ETI françaises actives dans des secteurs stratégiques ou duaux, notamment liés aux technologies critiques, à la sécurité et à la réindustrialisation.